

À la Une

Le Conseil d'État a rendu public le 27 septembre son étude annuelle 2016 « Simplification et qualité du droit ».



25 ans après sa première étude dénonçant l'obscurité croissante de notre droit et 10 ans après avoir réexaminé ce thème sous l'angle de la sécurité juridique. Le Conseil d'État relance la réflexion sur ce sujet fondamental pour l'équilibre de notre démocratie, en recourant à une approche renouvelée, pragmatique et actualisée. L'étude invite d'abord à prendre la mesure des maux que l'on

entend combattre. Il s'agit de cerner un phénomène aux multiples facettes (prolifération, instabilité, obscurité, lourdeur de la norme), d'en comprendre les causes profondes (notamment sociologiques, politiques et juridiques) mais aussi d'en saisir les contradictions. L'étude s'attache ensuite à évaluer les efforts réalisés en matière de simplification et de qualité du droit. Certains sont indéniables mais la situation continue pourtant à se détériorer. Il reste donc nécessaire, comme l'ont fait l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, de maintenir le cap pour sécuriser les politiques publiques, défendre la compétitivité du pays, conforter l'État de droit et la cohésion sociale.

L'étude appelle enfin à un sursaut en invitant à un changement de « culture normative ». Elle formule à cet égard 27 propositions à l'attention des pouvoirs publics. Le Conseil d'État entend y prendre toute sa part en souscrivant lui-même 6 engagements.

Retrouvez l'interview de Mme de Saint Pulgent, présidente de la section du rapport et des études sur "Droit Fil" >

Contentieux

Avis

Publications

Brèves

International

Agenda

Nominations

Contentieux

+ Conseil d'État



+ Insémination post-mortem

Au terme d'un double contrôle au regard de la convention EDH (in abstracto et in concreto), le Conseil d'État ordonne qu'il soit procédé à l'exportation vers l'Espagne de gamètes du mari défunt de la requérante afin qu'elle puisse procéder dans ce pays à une insémination post-mortem. CE Ass., 31 mai 2016, Mme C. A., n° 396848 >

+ Perquisitions sur le fondement de l'état d'urgence

Le Conseil d'État précise le régime des perquisitions effectuées sur le fondement de l'état d'urgence.

CE Ass., avis contentieux du 6 juillet 2016, M. E. et autres, M. H. et autres, n°s 398234 399135, A >

+ Principe de sécurité juridique et délai de recours

Le Conseil d'État consacre l'existence d'un délai de recours raisonnable pour contester la légalité d'une décision administrative. CE Ass., 13 juillet 2016, M. A. B., n° 387763, A >

+ Régularisation d'une décision administrative

Le Conseil d'État consacre la faculté de l'administration de régulariser une décision d'octroi d'une subvention entachée d'un vice de forme ou de procédure. CE Sect., 1er juillet 2016, Commune d'Emerainville et syndicat d'agglomération nouvelle de Marne-la-Vallée-Val-Maubuée, n°s 363047 363134, A >

+ Mesure d'interdiction des tenues regardées comme manifestant de manière ostensible une appartenance religieuse lors de la baignade et sur les plages

Le juge des référés du Conseil d'État suspend une mesure d'interdiction des tenues regardées comme manifestant de manière ostensible une appartenance religieuse lors de la baignade et sur les plages, cette mesure n'étant pas justifiée par un risque de trouble à l'ordre public. JRCE, ord. du 26 août 2016, Ligue des droits de l'homme et autres - association de défense des droits de l'homme collectif contre l'islamophobie en France, n°s 402742, 402777, A >



+ Trois nouveaux "grands arrêts" du Conseil d'État disponibles

Découvrez les décisions des 17 octobre 2011, 17 juin 2013 et 13 novembre 2013 qui jouent un rôle majeur dans la création et l'évolution de la jurisprudence administrative. >

+ Tribunaux administratifs et cours administratives d'appel

+ Protection du littoral de Vias Ouest

Le tribunal administratif de Montpellier rejette les requêtes dirigées contre les arrêtés déclarant d'intérêt général et autorisant la réalisation de travaux de protection du littoral de Vias Ouest et dérogeant aux interdictions relatives aux espèces de flore et de faune sauvage protégées.

TA Montpellier, 31 mai 2016, Association de défense environnementale et des intérêts des habitants de Vias et a., n°s 1400486, 1500823 >

+ Expulsions illégales d'étrangers par un collectif de villageois

Le juge des référés du tribunal administratif de Mayotte enjoint à l'administration d'interdire une manifestation dont l'objet était l'expulsion d'étrangers de leur domicile et de mobiliser les forces de l'ordre en vue d'en empêcher le déroulement et de garantir la sécurité des personnes et des biens.

JR TA Mayotte, ord. du 4 juin 2016, CIM ADE et a., n° 1600461 >



+ Manifestations sportives et marchés publics

La convention conclue entre une commune et une société en vue de l'organisation d'une course à pieds annuelle, qui porte sur la fourniture de services à titre onéreux, est un marché public et non une convention d'occupation domaniale.

CAA Nancy, 21 juin 2016, Commune de Reims et société Amaury Sport Organisation, n°s 15NC02284 15NC2359 >

Contentieux | **Avis** | Publications | Brèves | International | Agenda | Nominations

Avis

18 juillet 2016

Loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence >

Commission permanente (Section de l'intérieur), n° 391834 du 18 juillet 2016.

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis rendu par le Conseil d'État sur le projet de loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence et modifiant certaines de ses dispositions.

3 août 2016

Projet de loi relatif au statut de Paris >

Assemblée générale (Section de l'intérieur, section des finances, section des travaux publics, section de l'administration), n° 391748 du 13 juillet 2016.

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis rendu par le Conseil d'État sur le projet de loi relatif au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain.

3 août 2016

Projet de loi de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer >

Assemblée générale (Section de

7 juin 2016

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la

l'intérieur, section sociale), n° 391749 du 28 juillet 2016.
Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis rendu par le Conseil d'État sur le projet de loi de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer.

consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs - 7 juin 2016 >
Section des finances n° 391.6267 du 7 juin 2016.

8 et 13 septembre 2016
Projet de loi relatif aux territoires de montagne - Séances du 8 et 13 septembre 2016 >
Assemblée générale (Section des travaux publics, section sociale) n° 391883 du 8 et 13 septembre 2016.
Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis rendu par le Conseil d'État sur le projet de loi relatif à la modernisation, au développement et à la protection des territoires de montagne.

Contentieux | Avis | **Publications** | Brèves | International | Agenda | Nominations

Publications

Droits et débats

La France dans la transformation numérique : quelle protection des droits fondamentaux ?



[+ Commander](#)

Droits et débats

La fiscalité sectorielle



[+ Commander](#)

Droits et débats

L'ordre juridique national en prise avec le droit européen et international : questions de souveraineté



[+ Commander](#)

[+ En vidéo](#)

[+ En vidéo](#)

[+ En vidéo](#)

+ Étude annuelle

Simplification et qualité du droit



[+ Commander](#)

+ Traduction des outils de l'action économique des personnes publiques

La traduction en anglais de l'étude annuelle 2015, *L'action économique des personnes publiques*, est disponible en ligne sur le site en anglais du Conseil d'État. Cette traduction, *The economic action of public persons*, sera publiée prochainement par la Documentation française.

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Brèves

+ Télérecours au tribunal administratif de Polynésie française

L'arrêté du 22 septembre 2016 relatif à l'entrée en vigueur du décret sur la communication électronique devant le Conseil d'État, les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs, est paru au journal officiel du 30 septembre 2016. >



+ Droit comparé et simplification

Le « Compte rendu de la matinée d'études du 12 mai 2016 de droit comparé sur la simplification du droit », organisée par le Sénat est disponible sur www.senat.fr. >

+ Décisions contentieuses traduites

Le Conseil d'État propose sur son site internet www.conseil-etat.fr une sélection de décisions contentieuses traduites, dans leur intégralité, en anglais, allemand, espagnol, chinois et arabe. 202 nouvelles décisions sont venues enrichir le fonds en 2016. >



+ Librairie du droit administratif européen

Les interventions prononcées lors d'un séminaire bilatéral avec le Conseil d'État de Belgique par Bernard Stirn, Emmanuelle-Prada Bordenave et Xavier Domino sont disponibles sur le site de l'ACA-Europe. Elles portent respectivement sur la sécurité juridique, le droit d'asile et la dignité de la personne humaine. >

+ Communiquer ou protéger ? Intervention de Maryvonne de Saint Pulgent à Prague

Le site internet du Conseil d'État d'Italie a publié l'intervention prononcée par Maryvonne de Saint Pulgent lors du séminaire de l'ACA-Europe le 30 mai 2016 : « *Communiquer ou protéger ? Cours administratives : naviguer entre Scylla (droit d'accès) et Charybde (protection de la vie privée)* ». >

+ Décret modifiant la procédure de demande d'éclaircissement : bilan au terme d'un an

Décret sur la déconcentration en matière de demande d'éclaircissement des décisions de justice. >

+ Guide des outils de l'action économique

Le guide recense 24 outils d'action économique à destination des personnes publiques. Retrouvez la mise à jour de juillet 2016 >

+ Prochaine étude annuelle du Conseil d'État

L'étude annuelle 2017 du Conseil d'État portera sur "le développement des plateformes collaboratives ("uberisation" de l'économie) et ses conséquences sur l'exercice de la puissance publique" (pour toute suggestion, s'adresser à Thimothée Paris, rapporteur général adjoint de la SRE). >

Contentieux | Avis | Publications | Brèves | **International** | Agenda | Nominations

International

+ Discours de Jean-Marc Sauvé à la 12^e conférence annuelle de la Société européenne de droit international (SEDI) à Riga

La conférence, qui s'est tenue en Lettonie du 8 au 10 septembre, avait pour thème "Comment le droit international fonctionne en temps de crise". >

+ A l'ère du pluralisme juridique, les droits des citoyens au cœur du dialogue des juges

La nécessité du dialogue des juges appelle à des formes innovantes de coopération. C'est dans ce but qu'a été créée en 1998 l'ACA-Europe. >

+ Semaine juridique de la Banque mondiale

Cette année et dans le sillage de la COP21 et des accords de Paris, la semaine juridique s'est donnée pour thématique générale les rapports entre droit, développement et changement climatique. >

Agenda

+ Colloques

+ 6^e *Entretiens en droit social*, colloque organisé par la section sociale et la section du rapport et des études du Conseil d'État

Le droit social et la norme internationale

Vendredi **14 octobre 2016** de 9h30 à 17h45 au Conseil d'État.

+ 1^{ère} édition des *Entretiens du contentieux*, colloque organisé par la section du contentieux et la section du rapport et des études du Conseil d'État, en partenariat avec l'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation et en association avec l'AJDA

Le juge administratif et les droits fondamentaux

Vendredi **4 novembre 2016** de 9h30 à 17h45 au Conseil d'État.

+ Colloque co-organisé par le Conseil d'État (section du rapport et des études) et l'Assemblée nationale

L'assemblée nationale et les avis du Conseil d'État

Vendredi **25 novembre 2016** de 9h00 à 12h30 à l'Assemblée nationale.

+ Colloque co-organisé par le Conseil d'État (section du rapport et des études) et la Cour des comptes

La simplification du droit et de l'action administrative

Vendredi **16 décembre 2016** de 9h00 à 12h30 au Conseil d'État.

+ Conférences

+ Cycle des *Entretiens sur l'Europe*, organisé par la section du rapport et des études :

> 8^e conférence du cycle des *Entretiens sur l'Europe*

Le droit de la concurrence est-il adapté à l'économie mondialisée ?

Mercredi **19 octobre 2016** de 17h30 à 19h30 au Conseil d'État.

> 9^e conférence du cycle des *Entretiens sur l'Europe*

Quelle place pour les services publics dans l'union ?

Mercredi **7 décembre 2016** de 17h30 à 19h30 au Conseil d'État.

+ Cycle sur *le droit comparé et la territorialité du droit*, organisé par la section du contentieux et la section du rapport et des études du Conseil d'État, en collaboration avec l'Institut français des sciences administratives (IFSA) et la Société de législation comparée (SLC) :

> 11^e conférence du cycle sur *le droit comparé et la territorialité du droit*

La souveraineté en questions,

Mercredi **9 novembre 2016** de 17h30 à 19h30 au Conseil d'État.

> 12^e conférence du cycle sur *le droit comparé et la territorialité du droit*

Conférence de clôture : les droits fondamentaux,

Mercredi **14 décembre 2016** de 17h30 à 19h30 au Conseil d'État.

+ Cycle sur *le droit comparé et la territorialité du droit*, organisé par la section du contentieux et la section du rapport et des études du Conseil d'État, en collaboration avec l'Institut français des sciences administratives (IFSA) et la Société de législation comparée (SLC) :

> 11^e conférence du cycle sur *le droit comparé et la territorialité du droit*

La souveraineté en questions,

Mercredi **9 novembre 2016** de 17h30 à 19h30 au Conseil d'État.

> 12^e conférence du cycle sur *le droit comparé et la territorialité du droit*

Conférence de clôture : les droits fondamentaux,

Mercredi **14 décembre 2016** de 17h30 à 19h30 au Conseil d'État.

+ Retrouvez le **calendrier 2016**
des conférences et des colloques du Conseil d'État >

+ **Les vidéos** des colloques et conférences sont en ligne sur Vimeo.
Voir la vidéo de la 10^e conférence du 28 septembre du cycle sur *le droit comparé et la territorialité du droit* : **L'a-territorialité du droit à l'ère numérique.** >

+ Parutions

Deux nouveaux ouvrages paraîtront prochainement dans la collection « Droits et débats » :

+ Les actes du colloque du 13 novembre 2015 consacré à **L'accord : mode de régulation du social** organisé par le Conseil d'État.

+ Le *Tome 2* des conférences du cycle intitulé **Où va l'État ?**, organisé par le Conseil d'État d'octobre 2013 à juillet 2015.

+ Visites

+ Le Conseil d'État accueille à Paris le **Tribunal fédéral suisse**, le vendredi **7 octobre 2016**, pour un séminaire bilatéral sur la fin de vie, le principe *non bis in idem*, et les frontaliers.

+ Le vice-président du Conseil d'État sera accueilli les **24 et 25 octobre 2016** à la **Cour suprême du Japon**. Il prononcera par la suite deux interventions aux universités de Tokyo et Nagoya, sur « Le Conseil d'Etat et le droit européen et international » et sur « Le Conseil d'État et la protection des droits fondamentaux ».

+ Une délégation du Conseil d'État participera, en **Colombie**, au congrès international *Institutions administratives : paix, inclusion et cohabitation* organisé du **27 au 28 octobre 2016**. Les interventions porteront sur le thème « Les défis institutionnels pour sécuriser la paix : La perspective comparée ».

Nominations

+ Au Conseil d'État

+ **Francis Polizzi**, président de tribunal et de cour administrative d'appel, affecté à la Mission d'inspection des juridictions administratives (MIJA) depuis le 1^{er} octobre 2016.

+ **Bruno Lasserre**, conseiller d'État, président de la section de l'intérieur du Conseil d'État depuis le 30 septembre 2016.

+ **Christian Vigouroux**, président de section, président adjoint de la section sociale, depuis le 30 septembre 2016.

+ **Suzanne von Coester**, conseillère d'État, rapporteur public à la 6^{ème} chambre de la section du contentieux, porte-parole du Conseil d'État depuis le 15 septembre.

+ Dans les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs

+ **Didier Mésognon**, président du tribunal administratif d'Amiens depuis le 1^{er} octobre 2016.

+ **Michel Hoffmann**, président du tribunal administratif de Chalons-en-Champagne depuis le 1^{er} septembre 2016.

+ **François Lamontagne**, président du tribunal administratif de Poitiers depuis le 1^{er} septembre 2016.

+ **Jean-Jacques Louis**, président du tribunal administratif de Rennes depuis le 1^{er} septembre 2016.

+ **Nathalie Massias**, présidente du tribunal administratif de Versailles depuis le 1^{er} septembre 2016.



Directeur de publication : Jean-Marc Sauvé - Président du Comité de rédaction : Maryvonne de Saint Pulgent - Comité de rédaction : Lucille Benatia, Catherine Bergeal, Natacha Chicot, Isabelle Danielian, Louis Dutheillet de Lamothe, Lucienne Erstein, Patrick Gérard, Yves Gounin, Corinne Ledamoisel, Nicolas Labrune, Guillaume Odinet, Jocelyne Randé, Samantha Leblanc, Michèle de Segonzac, Pascal Trouilly - Secrétaire de rédaction : Hélène Salmon - Conseil d'État : 1, place du Palais Royal 75001 Paris Tél. : 01 40 20 80 00 - Mél : webmestre@conseil-etat.fr - Réalisation : CE/direction de la communication, Anne-Charlotte Méry, Alexis Ray.